

Présidentielle La compétition pour l'investiture s'intensifie au Parti socialiste

Lionel Jospin lève le tabou sur sa candidature

C'est dit. « Pour moi, aujourd'hui, à quelques mois de ce moment où des décisions devront être prises, et bien, cette question [celle de sa propre candidature] est une question ouverte. » Invité de TF1, mercredi 28 juin, Lionel Jospin a cessé de « tourner autour du pot » – comme l'en avait accusé, quelques heures plus tôt, Nicolas Sarkozy. La candidature de l'ancien premier ministre socialiste à l'élection présidentielle de 2007, scrutin présenté dans sa bouche comme « l'un des plus importants de la V^e République », n'est plus taboue.

Il l'a annoncé en termes choisis : « S'il apparaissait que je suis le mieux placé pour rassembler les socialistes, la gauche, le pays, pour assumer la charge de l'Etat, pour exercer la fonction présidentielle dans la situation difficile de la France d'aujourd'hui, et pour proposer des orientations (...), alors je me poserais la question. »

« Se retenir » contre Ségolène Royal

L'une des conditions posées constitue une terrible pression sur François Hollande : « Pour ce qui me concerne, ce que penseront le premier secrétaire, les principaux responsables du Parti socialiste, sera un élément tout à fait important. » Surtout, M. Jospin a amorcé le virage le plus sensible : justifier son retrait de la vie politique au soir du 21 avril 2002. « Si je suis parti, a-t-il déclaré, c'est parce que j'ai pensé qu'il me revenait d'assumer la responsabilité de la défaite, il fallait le faire par un acte symbolique fort en renonçant à toutes mes fonctions politiques et à tous mes mandats [sans] m'accrocher à ces mandats. »

Ainsi qu'il l'avait fait, la veille, dans une tribune au *Monde*, M. Jospin a pris soin de mettre en avant « la situation de la France », les « problèmes de fond », et les « enjeux » au premier rang desquels il place « la question majeure » de l'emploi. C'est sur ce terrain de fond, après Laurent Fabius, mais dans un style très différent, qu'il engage le duel avec Ségolène Royal, – la seule présidentielle du PS qu'il ait nommément citée dans les « talents multiples » du PS. Comme Patrick Poirvre d'Arvor l'interrogeait sur la sécurité, il a eu cette réponse : « Si elle peut convaincre, après moi, que ces questions sont essentielles, ce n'est pas moi que cela va chagriner, bien au contraire. » Partage-t-il, dans ce domaine, les propositions de la candidate à l'investiture du PS ? La réponse a jailli. « Non ! », s'est exclamé M. Jospin, dans un cri du cœur, avant de se radoucir.



Lionel Jospin arrive, mercredi 28 juin, au siège de TF1, à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) pour le « 20 heures ». CORENTIN FOHLEN/GAMMA

Dans les rangs de ses partisans, c'est une explosion de joie. En moins d'une semaine, M. Jospin a opéré un retour dont la rapidité a surpris. Le 22 juin, lors du vote du projet dans sa section socialiste, il s'est montré très en forme et a annoncé qu'il s'exprimerait « bientôt ». Le 27, dans le *Monde* (daté du 28), il a publié une tribune sur les enjeux de mai 2007, le 28 sur TF1 il évoque sa candidature. Il lui fallait intervenir avant la convention nationale du PS destinée à adopter le projet le 1^{er} juillet, avant la trêve de l'été, et avant le rendez-vous des socialistes à La Rochelle, fin août. Même ses partisans n'en espéraient pas tant.

Mercredi soir, ses amis, plus d'une trentaine, se sont retrouvés dans un restaurant parisien de Montmartre, Le Pichet du tertre. Chacun avait suivi, bien sûr, l'intervention de M. Jospin à la télé-

sion. « On ne pensait pas qu'il irait aussi loin », exulte un élu. Parmi les convives figurent les fidèles de toujours, Daniel Vaillant, Bertrand Delanoë, Pierre Schapira, Claude Allègre, Jean Glavany, Bernard Poignant, Clothilde Valter, Kader Arif et Raymond Forni, mais aussi Eric Besson, André Vallini, Annick Lepetit, Manuel Valls, Elisabeth Guigou, Harlem Désir... Et parmi les sénateurs et élus « de terrain », le premier vice-président de la région... Poitou-Charentes, Jean-François Fountaine.

L'assemblée est joyeuse. Beaucoup reçoivent des messages SMS sur leur téléphone portable, des « réactions positives » après TF1. M. Delanoë se rappelle une réunion pour François Mitterrand qui avait commencé comme cela, à trente, dans les années 1970. Le maire de Paris invite l'assistance à « se retenir »

contre Ségolène Royal. Les autres opinent. Il faut ne parler que de « Lionel » et de la France. En introduction, au micro, Daniel Vaillant s'empresse de « cadrer » la rencontre. Il incite à la prudence : Lionel Jospin a fixé des conditions à sa candidature. Pas d'appel, « pas de comités de soutien demain », exhorte-t-il. A plusieurs reprises, l'ancien ministre de l'intérieur insiste sur le soutien sans faille que les participants doivent apporter à François Hollande « dans sa tâche qui n'est pas facile ». Le premier secrétaire est « notre atout maître », rapporte un élu.

D'autres supputent le retrait des candidats, attendu : « Jack Lang sera le moins difficile à convaincre, Dominique Strauss-Kahn, ce sera plus difficile. » La nuit est bien avancée, lorsque les amis de « Lionel » se séparent. ■

ISABELLE MANDRAUD

Les mots du 21 avril 2002

A 22 h 20, le dimanche 21 avril 2002, Lionel Jospin, candidat socialiste à la présidentielle, annonce depuis l'Atelier, son QG de campagne, à Paris, son retrait de la vie politique. « Si, comme on peut le penser, les estimations sont exactes, le résultat du premier tour de l'élection présidentielle tombe comme un coup de tonnerre. (...) Je reste fier du travail accompli. Au-delà de la démagogie de la droite et de la dispersion de la gauche qui ont rendu possible cette situation, j'assume pleinement la responsabilité de cet échec et j'en tire les conclusions en me retirant de la vie politique après la fin de l'élection présidentielle. » Retrait, donc. Mais le mot « définitif » n'a pas été prononcé. ■

Et l'entourage de M. Strauss-Kahn de répéter : « La campagne continue »

LA SOIRÉE avait bien commencé : 800 militants assis en cercle dans le gymnase Japy, à Paris, une estrade rouge, et au centre, seul, un micro à la main, Dominique Strauss-Kahn tournant sur lui-même – selon une formule « moderne » de meeting que Ségolène Royal avait testée quelques jours auparavant dans un autre gymnase de la capitale...

Et puis, après 20 h 30, mercredi 28 juin, tout a basculé.

L'ancien ministre de l'économie parle des « mensonges » de la droite et du gouvernement qui a « trahi son mandat », de la situation de la France et de ce qu'il faudrait faire, du « chemin » qu'il propose, lorsque les téléphones portables se mettent à vibrer dans toute la salle. Les messages affluent. « Jospin a dit... Jospin est candidat... » L'agitation se propage jusqu'au premier rang, où se tient son épouse, Anne Sinclair.

« Ce pauvre autiste ! »

Des militants viennent aux nouvelles auprès des journalistes. « Franchement, si Jospin revient, avec toute l'autorité morale qu'on lui connaît, ça va devenir compliqué pour les militants », soupirent deux jeunes partisans de M. Strauss-Kahn. Sans doute « DSK » voit-il tout cela depuis l'estrade, mais il continue. Et rappelle les échecs de la gauche. « Nous avons été battus en 1986, 1993, 2002... » Mais pour lui, la situation se tend. Eclipsé par Ségolène Royal, il voit son espace se réduire encore un peu plus avec l'intrusion dans le jeu de Lionel Jospin.

« Ça ne change rien, tente Jean-Christophe Cambadélis, son plus fidèle soutien.

On continue. » Dans un coin de la salle, le député de Paris, pressé de questions par les journalistes, répète que « Lionel n'a pas dit qu'il était candidat ». « Jospin, poursuit-il, est comme d'habitude un homme raisonnable, il attend de voir si les conditions sont réunies. C'est Lionel, c'est notre ami, on en discutera. En attendant, la campagne continue. »

Devant le scepticisme de la presse, M. Cambadélis s'énervé : « Si vous en décidez autrement, on n'a plus qu'à aller se coucher ! Il y a des gens qui envisagent d'être candidat et des gens qui combattent pour. Ça fait une heure et demie que Dominique parle de politique ! » Lionel Jospin, un candidat de plus ? « Tout le monde s'interroge parce tout le monde veut battre Sarkozy. La donne ne change pas », lâche-t-il. Un militant, qui se présente comme un nouvel adhérent au PS, écoute. « Ça crée un doute, quand même », dit-il.

Dominique Strauss-Kahn est toujours sur scène. Il répond aux questions des militants. Mais les derniers rangs commencent à se vider. Il conclut : « Quel que soit le candidat socialiste, l'important, c'est que la gauche gagne. J'ai confiance en vous, ayez confiance en moi ! » « Dominique, président ! », l'acclament ses supporteurs.

Assailli par les journalistes à sa descente de l'estrade, M. Strauss-Kahn écarte des mains les caméras. Il ne veut faire aucun commentaire sur « une émission qu'il n'a pas vue ». Son épouse l'entraîne vers la sortie. Un responsable de son courant explose de colère contre M. Jospin : « Il ne se rend pas compte, ce pauvre autiste ! » La soirée des amis de Dominique Strauss-Kahn est gâchée. ■

I. M.

ENTRETIEN AVEC MARIE-GEORGE BUFFET, SECRÉTAIRE NATIONALE DU PCF

« Je n'ai rien à négocier avec les socialistes »

Que vous inspire le retour de Lionel Jospin dans le cercle des présidentiables ?

Moi aussi, je peux faire un discours très général sur mon projet de société. Mais j'aimerais que Lionel Jospin soit avec moi dans une salle face à des gens qui lui diraient : « Quels moyens vous donnez-vous pour mettre en œuvre votre discours ? »

La vraie question est la suivante : est-ce qu'on construit ou non un projet avec les citoyens qui font face à la droite depuis quatre ans, ou est-ce qu'on reste dans une démarche où la politique serait réservée à quelques initiés se présentant comme l'homme ou la femme providentiel. Est-ce qu'on tire les enseignements des échecs de la gauche plurielle ou ceux de la gauche soit disant contestataire qui n'a pas plus fait bouger les choses que la gauche de gouvernement ?

Le projet du PS contient-il des choses qui vous plaisent ?

Oui, comme l'école obligatoire à partir de 3 ans. Il y a un tas de choses comme ça où je dis « banco ». Mais ce projet ne permet pas d'aller au fond. Si on veut que la gauche gagne en 2007 – et c'est mon obsession – il faut qu'elle réussisse en réglant le problème des moyens. Je vois déjà dans six mois un gouvernement élu avec le programme du PS qui expliquera qu'il faut réduire les dépenses à cause du pacte de stabilité.

Trois fois nous avons été au pouvoir, trois fois nous n'avons pas abouti et nous avons déçu. Et, à chaque fois, la droite est revenue plus arrogante pour développer ses réformes. Beaucoup d'hommes et de femmes doutent qu'une autre politique soit possible. La gauche a besoin d'un programme qui dise : « Voilà nos projets pour l'école, la santé, le logement, les immigrés, les

jeunes ; et en face nous mettons les moyens nécessaires. »

Cela signifie une grande réforme de la fiscalité qui recherche l'argent inutile en arrêtant de baisser l'impôt sur la fortune, en réformant celui sur les revenus. Et qui change le financement de la Sécurité sociale en taxant les revenus financiers. Je vais écrire à toutes les forces de gauche pour reprendre les discussions sur un véritable projet pour 2007.

C'est donc votre projet, mais pourquoi serait-ce celui du PS ?

Je ne cherche pas à « toper » avec le PS. Je veux que notre peuple se mêle du débat de la présidentielle et donne son avis comme lors du référendum de 2005, et qu'il n'en soit pas réduit à choisir entre un candidat pour la droite, Sarkozy, et un pour la gauche, Ségolène Royal.

La gauche est traversée d'un débat profond entre ceux qui pensent que le changement n'est plus possible et qu'il faut adapter les politiques libérales et ceux, dont je suis, qui pensent que c'est encore possible en portant des politiques beaucoup plus audacieuses. Les sondages vous donnent 2 % à 3 %. Votre candidature est-elle toujours possible ?

Evidemment, les sondages nous déçoivent. Les gens qui veulent battre la droite pensent qu'il n'y a qu'un seul chemin, le candidat socialiste. Pour l'instant, nous n'avons pas été capables de montrer qu'il y a une autre politique à gauche. Je sens qu'il y a un potentiel avec toutes les forces rassemblées sur le non au référendum ou contre le CPE. Elles attendent qu'on dépas-

se les ego. Mettons en débat les candidatures en analysant qui peut le mieux jouer ce rôle de rassembleur.

Je pense qu'une candidature issue des rangs communistes est la plus efficace. Après, si la dynamique se crée, les sondages seront bousculés.

La candidature du porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire, Olivier Besancenot, mieux placé dans les sondages, vous agace ?

Non. Mais c'est une pierre dans le jardin du rassemblement. C'est vécu comme cela

« Je pense qu'une candidature issue des rangs communistes est la plus efficace »

dans les collectifs pour une candidature unitaire. On ne fait pas de la politique avec les sondages. Si la LCR veut être dans la « Star Academy » et jouer au contestataire du roi sur fond de bipartisme, elle le peut mais ce n'est pas de cela dont on a besoin.

Les dirigeants de la LCR pensent que vous finirez par rallier le PS pour sauver votre groupe parlementaire.

Je n'ai rien à négocier avec les socialistes ! Il n'y a aucune tractation. Que la LCR se demande d'abord si nous aurons une majorité de députés qui portent nos projets antilibéraux ! On peut appeler à la lutte tous les matins en se levant et ne pas se préoccuper de savoir si on aura des élus. Mais est-ce qu'on veut ou non une majorité qui porte les aspirations de ces luttes ? Eux, qu'ont-ils fait avancer ces dernières années ? J'attends aussi qu'ils me répondent sur ce qu'on fait au deuxième tour : c'est quand même important de savoir si on veut battre ou pas Sarkozy ! ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CAROLINE MONNOT ET SYLVIA ZAPPI